

ADIEU À LA CROISSANCE

Prospérité sans croissance:
l'économiste vedette Tim Jackson
esquisse l'économie respectueuse
du futur 4

Travail et intégration: Vaud teste le
revenu de transition écologique 7

Création monétaire: comment
transformer radicalement et
écologiquement notre système
monétaire 12

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta

en
ligne
sur
moneta.ch

#3 2022



ADIEU À LA CROISSANCE

- 4 «Le capitalisme n'assure pas l'équilibre»
- 7 Assurer des emplois et des revenus durables ?
- 9 Des stratégies politiques pour cesser de détruire la planète
- 12 Repenser la création monétaire dans les limites de la planète

LES PAGES DE LA BAS

- 14 Toute l'actualité de la Banque Alternative Suisse

EN PERSONNE

- 24 Livia Matthäus:
«Post-croissance ne veut pas forcément dire anti-croissance»

Comment se passer de la croissance ?



Une croissance infinie n'est pas possible dans un monde fini. Cette phrase me tracasse depuis la première fois que je l'ai entendue. Elle assène une vérité manifestement difficile à accepter : la croissance infinie de l'économie ainsi que des biens et services est une utopie, car les ressources nécessaires (sol, eau, pétrole, gaz, bois, métaux, sable et autres matières premières qui composent nos marchandises et constituent finalement aussi la base des services) sont limitées. Avec le rapport du Club de Rome intitulé « Les limites à la croissance », publié en 1972, le monde entier a pris conscience des impacts catastrophiques à long terme d'une croissance effrénée pour l'humanité et pour l'environnement. Cela n'a toutefois rien changé au credo politico-économique selon lequel une croissance constante du produit intérieur brut serait indispensable. Presque tous les pays (même les plus riches, comme la Suisse) ont encore pour objectif déclaré la croissance de leur économie.

Des mouvements post-croissance sont apparus un peu partout sur la planète, ces dernières années. Ils s'appuient sur toujours plus d'études scientifiques, qui montrent les effets destructeurs de la croissance. Ces mouvements réclament une économie sans croissance et une diminution des secteurs affamés de ressources. Autant de revendications sans écho politique à ce jour. Mais après un été 2022 caniculaire et très sec, dans un monde où la logistique des matières premières et des marchandises s'est grippée à cause de la pandémie et de l'invasion russe de l'Ukraine, on voit bien que des ressources essentielles comme l'eau, l'électricité ou le gaz peuvent vite se raréfier. Même les pays riches doivent soudain se poser des questions cruciales en matière de répartition : qui peut consommer de l'énergie, et combien ? Qui doit économiser ? Il en découle presque automatiquement l'interrogation suivante : pouvons-nous changer notre manière de commercer et utiliser moins de matières premières ? Peut-on se passer de la croissance ? Sans croissance économique, comment financer les institutions sociales et toutes les autres tâches de l'État ? Et comment concrétiser une économie post-croissance durable et équitable ?

Autant de questions difficiles et pressantes qui devraient susciter débats et réflexions communes, dont vous trouverez – je l'espère – quelques pistes dans ce numéro de moneta.

Katharina Wehrli, rédactrice en cheffe

moneta #3-2022

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta paraît quatre fois par an en français et en allemand et il est envoyé gratuitement aux clientes et clients de la Banque Alternative Suisse SA (BAS). La reproduction de textes et d'illustrations propres est soumise à une autorisation écrite de la rédaction et doit impérativement indiquer la source.

Éditrice Banque Alternative Suisse SA

Direction de la rédaction Katharina Wehrli (kw)

Rédaction Esther Banz (eb), Roland Fischer (rf),

Rico Travella (rt), Muriel Raemy (mr)

Rédaction en ligne Scarlett Palmeri

Traduction Sylvain Pichon

Annonces Bruno Bisang, Luzia Küng

Graphisme Clerici Partner Design, Zurich

Illustrations Claudine Etter

Impression ROPRESS Genossenschaft, Zurich

Papier RecyStar Nature, 100 pour cent papier recyclé

Adresse Banque Alternative Suisse SA, moneta,

Amthausquai 21, case postale, 4601 Olten,

téléphone 062 206 16 16, moneta@abs.ch

Tirage de ce numéro 8450 exemplaires

Encarts Les encarts qui n'émanent pas de la BAS sont des publicités qui nous permettent de couvrir les frais de production.

Info importante sur les encarts et les annonces Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce magazine, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

Si vous êtes client-e de la BAS et que vous déménagez, veuillez nous communiquer votre nouvelle adresse via le système e-banking ou par téléphone.

Magazine en ligne : retrouvez les articles phares de moneta sur moneta.ch.

moneta



Pour ne manquer aucun numéro et recevoir la lettre d'information de moneta : moneta.ch/s-abonner-a-la-newsletter



moneta est un magazine publié par la Banque Alternative Suisse (BAS) et préparé par une rédaction indépendante.

Les articles de moneta ne reflètent pas forcément la position de la BAS, sauf dans les «pages de la BAS» ou dans les commentaires spécifiquement désignés comme tels.

Croissance ≠ progrès: littérature et sites

L'association Degrowth Switzerland, née en 2021, veut proposer des analyses post-croissance et promouvoir les idées de la décroissance en s'investissant sur la place publique avec des conférences, débats, articles et assemblées citoyennes. Sur son site degrowth-switzerland.ch, l'association présente différentes ressources, à commencer par une brève introduction: le «Que sais-je?» de Serge Latouche sur la décroissance (2019). Puis *Décroissance: vocabulaire pour une nouvelle ère* (2015), dans lequel l'objectif de la décroissance est très joliment résumé: «Il ne s'agit pas de rétrécir un éléphant, mais de trans-

former un éléphant en escargot (l'emblème du mouvement).»

De nombreux ouvrages classiques et d'autres ressources en français sont également répertoriés sur Wikipédia ou sur le site de la Maison commune de la décroissance. Le site degrowth.info recense quant à lui une immense liste de contributions et d'analyses en anglais, tout comme le blog de Timothée Parrique: timotheeparrique.com. À mentionner, bien sûr, le journal *Moins!* qui anime le débat sur la décroissance en Suisse romande depuis 2012. (mr)

«Ralentir ou périr»

«Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance»: tout est dans le titre de ce livre qui vient de paraître aux éditions Seuil. Pour son auteur, Timothée Parrique, jeune chercheur et enseignant en économie écologique à l'Université de Lund, en Suède la décroissance consiste en un *ralentissement* et en un *rétrécissement* de la vie économique, au nom de la soutenabilité, de la justice sociale et du bien-être. «Mais attention, la décroissance n'est pas une version miniaturisée de notre modèle économique actuel, mais un système économique alternatif. Voilà son aspect révolutionnaire. Ici, on parle de *dé-croissance* dans le sens d'une *dé-croyance*: abandonner l'idéologie de la croissance et sa vision matérialiste du progrès, celle qui dit que *plus, c'est toujours mieux*.» Un autre aspect est l'utopie. La décroissance ne se contente pas de critiquer le capitalisme, le productivisme, l'extractivisme, le consumérisme ou le néolibéralisme: «Elle est un désir pour une société frugale, conviviale, plus juste, démocratique et en harmonie avec la nature. Une utopie que je préfère l'appeler *postcroissance* – l'idée d'une société

où le bien-être ne dépend plus de la production matérielle.» La force du livre repose sur des propositions concrètes pour transformer les trois institutions capitalistes que sont la propriété, le travail et la monnaie. (eb)



Timothée Parrique, *Ralentir ou périr: L'économie de la décroissance*, Seuil 2022.

en
ligne
sur
moneta.ch

Les articles suivants se trouvent exclusivement dans notre édition numérique, sur: moneta.ch/adieu-a-la-croissance

🚩 Entrevue avec Irmi Seidl: Travailler dans la société post-croissance

Par Esther Banz
L'économie et la collectivité doivent s'affranchir de la croissance, soutient l'économiste Irmi Seidl. Professeure et chercheuse influente, elle détaille les mesures politiques à prendre en priorité, par exemple en matière de fiscalité et d'assurances sociales. Cela en vue de découpler le travail du dilemme de la croissance et de réussir la transformation vers une société post-croissance.

🚩 Une bombe en livre de poche: «Les limites à la croissance»

Par Roland Fischer
Qualifié d'ouvrage le plus influent jamais écrit, le rapport du Club de Rome «Les limites à la croissance» paru il y a cinquante ans prédisait l'effondrement. Cet essai scientifique plutôt austère s'est vendu à des millions d'exemplaires depuis lors. L'histoire de sa naissance et de son impact est aussi passionnante que son contenu. Voire davantage.

🚩 «Earth for all»: Un pacte vert pour la Terre

Par Stefan Boss
Cinquante ans après «Les limites à la croissance», le Club de Rome appelle les pays industrialisés à faire des investissements colossaux dans les énergies renouvelables. Dans son nouveau rapport «Earth for all», le groupe de réflexion associe les mesures contre la crise climatique à la lutte contre la pauvreté: le Fonds monétaire international devrait mettre cent milliards de dollars à disposition des pays pauvres, afin qu'ils investissent dans les énergies propres et dans l'alimentation durable.

🚩 La croissance: Une petite histoire culturelle

Par Roland Fischer
La croissance pose problème, du moins dans une économie globalisée et un monde fini. Mais la notion de croissance est plus vaste et plus ancienne que ce qui nous préoccupe aujourd'hui dans le contexte économique. Sa connotation fondamentalement positive nous empêche d'imaginer son contraire autrement que comme une catastrophe, un krach, un effondrement. Autant de croyances que nous devons urgemment laisser derrière nous.

« Le capitalisme n'assure pas l'équilibre »

À la demande du gouvernement britannique, l'économiste Tim Jackson a rédigé en 2009 le rapport « Prospérité sans croissance », où il posait les bases d'une future économie durable. L'ouvrage a suscité beaucoup d'attention dans le monde et constitue désormais la référence de l'économie post-croissance. Un thème que Tim Jackson évoque de nouveau dans son dernier livre, sous un angle philosophique. Discussion sur la dépendance à la croissance, la prospérité et la façon d'aborder la transformation vers une économie durable.

Propos recueillis par Katharina Wehrli

moneta: Tim Jackson, votre nouveau livre parle de la vie après le capitalisme. Celui-ci vivrait-il ses derniers instants?

Tim Jackson Non, il reste très influent. Il structure presque toutes nos institutions économiques et, dans une certaine mesure, notre manière d'envisager la société. Or, dans sa forme actuelle, ce système dysfonctionne à de nombreux égards. En faisant allusion à la vie après le capitalisme dans le sous-titre, je voulais souligner qu'à l'instar de tout système d'organisation sociale, il a une fin. C'est un phénomène historique temporaire que nous dépasserons un jour. J'ai souhaité nous donner la liberté de réfléchir à la façon dont cela pourrait se passer.

Vous affirmez qu'un système économique viable ne serait possible que si nous nous affranchissons du paradigme de la croissance. Pourquoi la croissance a-t-elle autant d'importance sur le plan économique?

D'abord pour des raisons assez évidentes : quand la population manquait de nourriture et de bons logements, la croissance était primordiale pour atteindre améliorer la qualité de vie. Cela concerne encore les pays les plus pauvres de la planète. Si le revenu annuel par personne passe de presque zéro à vingt mille dollars, la qualité de vie s'améliore grandement. L'espérance de vie double presque, la mortalité infantile et maternelle diminue beaucoup, l'accès à l'éducation progresse. De nombreux autres indicateurs de santé et de bien-être s'améliorent aussi significativement. Toutefois, lorsque la croissance d'une économie dépasse ce point, les effets négatifs sur l'environnement vont crescendo, tandis que les impacts positifs sur les personnes s'amoin-drissent. Par exemple, l'espérance de vie et la satisfaction existentielle finissent quasiment par stagner.

Tim Jackson est économiste et écrivain. Depuis une trentaine d'années, il étudie les dimensions économiques, sociales et morales de la prospérité sur une planète finie. Il dirige le Centre for Understanding of

Sustainable Prosperity à l'Université de Surrey (Royaume-Uni). En outre, Tim Jackson est un dramaturge reconnu et l'auteur de nombreuses émissions radiophoniques pour la BBC.

Pourquoi les économies nationales visent-elles malgré tout la croissance?

En partie pour des motifs culturels : nous croyons en la croissance, laquelle s'apparente désormais à une religion, à un mantra pour la réussite sociale. Et notre économie a été construite sur des hypothèses de croissance, ce qui fait que nous en dépendons en tant que sociétés humaines.

Comment est survenue cette dépendance?

Par l'entremise de deux forces intrinsèques du capitalisme de consommation. D'une part, les entreprises sont engagées dans un processus d'innovation impitoyable, que Joseph Schumpeter a appelée « destruction créatrice ». Ce processus les amène à lancer sans arrêt de nouveaux produits toujours moins chers et à participer à une compétition infinie pour le profit. D'autre part, nous aimons la nouveauté, car elle exprime une importance sociale, un statut, une puissance et un sentiment de progrès.

Ensemble, ces facteurs composent un cocktail redoutable qui nous empêche d'envisager sérieusement une société non axée sur la croissance. En écrivant « Prospérité sans croissance » et mon livre sur la vie après le capitalisme, j'ai voulu nous inviter à nous libérer de cette dépendance et à repenser les fondements de l'économie.

Que serait la prospérité dans une société sans croissance économique?

Au début de notre travail de recherche sur la société post-croissance, nous avons demandé à de nombreuses personnes ce que la prospérité signifiait pour elles. Les premières réponses ont souvent été : « La santé, la famille, l'amitié, la communauté, une vie qui a un sens... » Autant de choses dépassant nettement les aspects monétaires. Loin de moi l'idée d'affirmer que la richesse et la sécurité économique sont négligeables pour les gens, mais ce n'est pas ce qu'ils citent en premier lorsqu'il s'agit de déterminer si leur vie est agréable ou non. Voilà qui peut nous inspirer quand nous voulons savoir comment atteindre la prospérité à l'avenir.



Photo: Leonard Bendix / bewegtezeiten.de



Vous définissez la santé au sens large comme un équilibre physique et mental. Elle joue un rôle important dans ce contexte. Pouvez-vous nous en dire plus?

J'ai commencé à écrire mon dernier livre au début de la pandémie. On pouvait alors très, très bien voir à quel point la santé compte pour le bien-être. En comparant la prospérité du point de vue de la santé à la richesse matérielle, on réalise que la société devrait plutôt viser l'équilibre que la croissance. Or, nous sommes en déséquilibre. Les statistiques de l'Organisation mondiale de la santé montrent qu'à ce jour, les maladies tuent davantage que la malnutrition. Preuve s'il en faut que le capitalisme n'assure pas l'équilibre. Dans ce système, « plus » égale forcément « mieux ». Il nous pousse en permanence à en faire toujours plus, mettant constamment nos fonctions corporelles de base et notre santé sous pression. Le capitalisme ignore où se trouve le point d'équilibre. D'ailleurs, il ne le cherche même pas et se montre incapable de s'arrêter une fois qu'il l'a atteint. Appréhender la prospérité d'un point de vue sanitaire global – comme un point d'équilibre dans le corps humain, dans la société en tant que telle et dans son rapport avec l'environnement –, voilà une métaphore qui nous permet de concevoir différemment la prospérité. Elle s'inscrit dans une tradition philosophique, celle qui réfléchit à ce que signifie bien vivre. Aristote voyait dans la « vie bonne » une manière virtuose de rechercher la juste mesure en toute chose.

Comment rendre la « vie bonne » possible dans cet esprit?

La société devrait donner à chacune et chacun les moyens de se réaliser, comme le préconise l'économiste indien Amartya Sen, lauréat du prix Nobel en 1998. Toute personne mérite une vie riche, épanouie et pleine de sens. Il en va tout autrement avec une économie qui nous propose simplement de produire et consommer toujours plus de marchandises. Sur cette base, nous pouvons commencer à réinventer les institutions économiques ainsi que les processus de production et de consommation.

Et comment faudrait-il restructurer l'économie?

Nous avons hérité d'un système économique comprenant certains éléments de base comme les entreprises, le travail, les investissements ou encore le système monétaire. Le capitalisme a créé de nombreuses conditions pour adapter ces éléments à la maximisation du profit. En les mettant de côté, nous pourrions reconsidérer les éléments de base. C'est ainsi que dans « Prospérité sans croissance », j'ai commencé à repenser les éléments de base de l'économie.

Quel devrait être par exemple le rôle des entreprises?

Le paradigme actuel ne vaut rien : maximiser les profits en extrayant des matières premières, en les transformant en produits, en les vendant le plus vite possible et en espérant que les gens les jetteront rapidement. Pour tenir sur le long terme, les entreprises devraient proposer essentiellement des services, devenir un groupe de personnes dont les activités rendent service à un autre groupe.

Pourquoi les services sont-ils si importants dans une société post-croissance?

Par rapport au tout jetable, les activités basées sur les services comportent plusieurs avantages. Les services protègent et préservent notre bien-être, lui-même lié en priorité à la santé, à l'éducation, aux soins sociaux, aux relations, aux loisirs et à la culture. Améliorer notre qualité de vie d'un point de vue moins matérialiste est la base d'une économie post-croissance. En outre, ces activités consomment moins de ressources et émettent moins de carbone que les chaînes d'approvisionnement matérielles qui nous inondent de marchandises jetables. Les services précités demandent beaucoup de main-d'œuvre. Nous avons besoin de monde dans les milieux infirmier et médical, l'enseignement, l'artisanat et l'art, afin de pouvoir continuer à fournir des soins, de l'éducation, du savoir-faire et de la créativité. La logique de l'économie de services est très différente de celle de la production de masse et de la consommation.

>>>

»» **Peut-on donc envisager que les entreprises qui produisent en consommant beaucoup de ressources deviennent des entreprises de services, qui utilisent logiquement moins de ressources naturelles?**

Tout à fait, mais nous devons aussi réfléchir aux limites de ce système que nous appelons « économie ». De nombreuses tâches réalisées hors de son champ ne sont pas rémunérées, souvent accomplies par des femmes et non reconnues par la société. Il faut également soutenir les personnes qui fournissent des services en dehors des entreprises.

Quel est le rôle de l'État dans la transition vers une économie durable?

Important. Je ne parle pas là de davantage d'État ou d'un État plus grand, mais d'un État progressiste et réactif. Il devrait instaurer les conditions nécessaires à induire le changement à différents niveaux : dans les entreprises, les communes, les organisations de la société civile, à l'échelon individuel.

À quelles conditions pensez-vous, par exemple?

Prenons le secteur financier : dans le capitalisme tardif, la recherche de rendement sur investissement a été tellement déformée que tout cela ressemble à un casino. Un casino où il est non seulement permis, mais même souhaitable que les investisseuses et investisseurs s'enrichissent le plus vite possible, autant que possible, peu importent les coûts sociaux. Ce système ne doit rien au hasard ni à une force supérieure, mais à l'organisation des marchés financiers taillés pour stimuler les comportements égoïstes, en faisant accroire que cela profiterait à toutes et tous.

Le rôle de l'État a été crucial dans ce système permissif. Nous devons corriger ces erreurs et veiller à ce que nos systèmes bancaires visent à favoriser la transition vers une économie durable zéro net. Cela requiert un mélange de réglementation, de législation et d'incitations. On pourrait imaginer une obligation d'informer sur ses émissions de CO₂, des exigences de revenu minimum, des plafonds pour la rémunération des fonctions dirigeantes, une taxe sur les transactions financières afin de réduire les opérations spéculatives, voire l'interdiction de certaines pratiques destructrices comme les ventes à découvert. Il faudrait créer des structures incitatives pour que chacune et chacun puisse investir à long terme dans des activités à forte valeur sociale et à faible impact sur l'environnement.

Pour accompagner la transition vers une société post-croissance, l'État a besoin du soutien de la population. Mais les personnes qui souhaitent un tel changement sont-elles vraiment majoritaires? Pour beaucoup, il est synonyme d'une vie moins axée sur la consommation.

Avec cette question, gardons toujours à l'esprit que les infrastructures dans lesquelles nous vivons rendent de tels changements quasiment impossibles. Revenons à la santé, essentielle à notre bien-être : si je m'en préoccupe, je marche autant que possible, je vais au magasin à pied, j'accompagne mes enfants à l'école et je les encourage aussi

à marcher. Or, dans un milieu où prédominent routes et voitures, où les autres enfants sont emmenés à l'école en tout terrain, comment faire cela sans mettre ma progéniture en danger? Et me voilà devenu une sorte de citoyen de seconde zone, simplement parce que j'essaie de faire ce qui est juste. Je pense donc que la transition doit commencer par la création d'infrastructures où il fait bon vivre, des communes où l'existence est agréable.

Cela est-il plus important que les appels à changer de comportement?

En demandant à sa population d'arrêter de circuler en voiture, un gouvernement se retrouve dans une position moralement délicate. Des personnes qui peuvent voyager quand et où elles veulent expliquent au reste du pays « faites ce que je dis, pas ce que je fais ». En revanche, si l'État instaure les conditions pour que tout le monde puisse bien vivre, en bonne santé et dans le respect de l'environnement, alors la transition pourra débiter.

Le monde politique est-il à la hauteur de cette tâche?

Sans doute bien davantage en Suisse qu'en Grande-Bretagne et que dans de nombreux autres pays européens, car la notion de gestion décentralisée des communes est bien plus forte ici qu'ailleurs. Plus on réfléchit à la question de l'architecture politique du changement, plus le dysfonctionnement du système politique existant pose problème, en particulier dans les démocraties occidentales.

Que faire pour y remédier?

Dans mon dernier livre, je reviens aux racines de la démocratie, aux personnes qui les ont définies. Rappelons que depuis l'origine, l'idée de désobéissance civile et d'inachevé appartient au concept de démocratie : lorsqu'elle atteint un point où elle ne sert plus les intérêts des gens, la désobéissance civile devient légitime. La représentation démocratique devrait toujours se préoccuper des intérêts des plus faibles, protéger avant tout celles et ceux qui souffrent. Nos institutions ont fait des progrès à cet égard, mais évitons de croire que nos démocraties seraient parfaites. La démocratie demeure un processus inachevé. Nous devrions nous battre pour la faire avancer. •

Bibliographie

Tim Jackson: Prospérité sans croissance: les fondations pour l'économie de demain, De Boeck Sup, 2017.

Tim Jackson: Post Growth: Life after Capitalism, Polity, 2021 (pas encore disponible en français).



Assurer des emplois et des revenus durables

Différentes politiques de l'emploi tentent de réconcilier activités économiques et (re)conversion écologique et sociale, tout en offrant un salaire digne. Un exemple avec le revenu de transition écologique, en cours d'expérimentation en France et en Suisse.

Texte : Muriel Raemy

Doit-on opposer raison économique et urgence écologique? Produire moins signifie-t-il travailler moins pour gagner moins? Non, répondent celles et ceux qui mettent déjà en application les moyens de sortir l'économie de son autoroute croissantiste, que cela passe par la revalorisation des métiers déconsidérés, un meilleur partage du temps de travail ou la reconversion écologique de certains secteurs comme l'agriculture, l'industrie, l'aéronautique, la production d'hydrocarbures, etc.

Or, dans le marché de l'emploi actuel, de telles activités économiques ne sont pas rentables. Comment les rémunérer? Le revenu de base inconditionnel – ou RBI, massivement rejeté par la population suisse en juin 2016 et rayé pour l'instant du programme politique français – tentait une réponse. Pour Sophie Swaton, celle-ci était inadéquate: «Les personnes qui ont promu une allocation universelle la concevaient comme un droit inaliénable de s'approprier les ressources de la

Terre, perçues à l'époque comme illimitées.» Elle oppose à cette idée celle du revenu de transition écologique, le RTE, qu'elle conceptualise dans un livre du même nom paru en 2018 aux éditions PUF. Pour cette économiste, philosophe et professeure à l'Université de Lausanne, le travail reste générateur de lien social et porteur de sens. «Alors pourquoi ne pas prendre acte du fait que notre société évolue désormais dans un monde aux ressources limitées et coupler l'activité au revenu?»

Décarboner l'économie

C'est ce que fait le RTE. «Il ne s'agit pas d'une subvention, mais bel et bien d'un revenu, octroyé à la condition que l'activité professionnelle participe à la transition écologique et sociale», commence Thomas Polikar, chargé de mission chez Zoein, fondée par Sophie Swaton afin de tester le RTE sur le terrain.

Depuis deux ans environ, plusieurs expérimentations ont vu le jour en France: à Grande-Synthe, une commune jouxtant Dunkerque, tout au nord du pays; en Haute vallée de l'Aude, au sud-ouest de la France, entre Toulouse et Perpignan; dans le Lot-et-Garonne avec TERA, un projet de (re)développement rural qui vise à créer un écosystème coopératif pour relocaliser 85 pour cent de la production vitale à ses habitant-e-s. >>>

» Ces territoires ruraux font partie de la triste « diagonale du vide », cette ligne désindustrialisée et désertée qui traverse la France. Jean-Christophe Lipovac, directeur de Zoein France, parle même de zones en déclin : 31 pour cent des habitant-e-s de la commune de Grande-Synthe vivent en dessous du seuil de pauvreté et chômage touche plus de vingt-huit pour cent de la population active. « Ces territoires sont particulièrement intéressés par une transition vers une économie durable. Leur seule ressource : le capital humain ! Il est important pour eux de soutenir les personnes qui ont envie d'entreprendre ou de se reconverter. »

Mais pas question de créer « encore plus » d'emplois. « L'objectif est de transformer, voire de révolutionner la manière dont le travail est envisagé. Non pas numérique, comme ce que nous connaissons actuellement, mais socioécologique. Nous voulons poser les conditions de base pour que le travail soit digne et respectueux des limites planétaires », reprend Thomas Polikar.

Ça fait tilt

En plus d'un revenu, le RTE propose un accompagnement spécifique à chaque personne, qu'elle soit en réinsertion ou porteuse de projet : coaching, remise à niveau, formation à un métier en particulier ou sur les nouveaux modèles économiques, etc.

Pour percevoir le RTE, il est nécessaire d'adhérer à une structure démocratique, qui prend la forme ici d'une coopérative de transition écologique. « La coopérative permet d'opérationnaliser le RTE, c'est-à-dire qu'elle est la structure qui engage et emploie la personne porteuse de projets », éclaire Jean-Christophe Lipovac. La première, baptisée Tilt, a été créée à Grande-Synthe en mai 2019. En juillet de cette année, une nouvelle coopérative a été inaugurée dans la Haute-Vallee de l'Aude. Pour Thomas Polikar, conditionner le RTE à l'adhésion à une coopérative garantit une proximité avec la personne et offre une possibilité d'accompagnement égale pour tout le monde. « On se centre non seulement sur la situation monétaire de chaque personne, mais aussi sur toute sa situation de vie. » Le but : « À long terme, une société véritablement durable. »

La question des financements d'un tel revenu occupe l'équipe française de Zoein à plein temps. Elle cherche à fédérer la société civile, les entreprises locales, les associations, les fondations et les politiques publiques autour de ces activités si essentielles et si peu « productives ». « Leur mise en place n'est qu'une question de moyens, comme de volonté politique. Certaines mentalités doivent évoluer : nous plaidons inlassablement en faveur de ce modèle que nous proposons, c'est-à-dire une troisième voie entre le tout État et le tout marché », conclut Jean-Christophe Lipovac.

En Suisse aussi

Plus d'une vingtaine de projets sont actuellement financés par le RTE sur sol français. À quinze kilomètres de Paris, dans une région appelée le triangle de Gonesse,

un collectif réfléchit à la manière de préserver les espaces de production agricole et de recréer une ceinture alimentaire autour de la capitale. Il envisage le RTE, tout comme à Saint-Nazaire (Bretagne), où un réseau se met en place pour agir localement sur la création d'emplois.

En Suisse romande, le décollage de ce nouvel outil est suivi avec attention, tout spécialement du côté des actrices et acteurs de la réinsertion sociale. À Genève et à Meyrin, des groupes de travail se rencontrent depuis une année. Le canton du Jura s'y intéresse, mais c'est dans le canton de Vaud que le projet est le plus avancé. Un plan climat adopté par le Grand Conseil en 2020 prévoit l'insertion de bénéficiaires des prestations sociales dans des secteurs d'activités respectueux du climat. Dans cette optique, l'entraide protestante suisse (EPER) et Zoein ont annoncé, fin mai, le lancement début 2023 d'un projet pilote de RTE dans le canton de Vaud en collaboration avec les autorités cantonales.

Soutenir des entreprises durables

Plusieurs mesures de réinsertion professionnelle visant à réduire l'empreinte écologique – par exemple des stages et des formations dans des institutions, entreprises ou coopératives vertes existantes – y étaient déjà testées. « Un RTE permettrait, d'une part, d'affermir le tournant écologique pris par ces mesures et d'insérer efficacement des personnes, actuellement à l'aide sociale, dans un emploi lié à la durabilité. Et, d'autre part, d'appuyer celles et ceux qui mettent en œuvre des projets entrepreneuriaux dans la transition écologique et reçoivent aujourd'hui peu de soutien des autorités publiques », explique Céline Lafourcade, responsable du projet RTE pour l'EPER.

« Nous sommes en train d'identifier les possibilités de développer de nouvelles activités dans différents domaines tels que l'alimentation durable, l'économie circulaire, les énergies renouvelables, l'habitat, les transports ou la préservation de la biodiversité. » Un financement mixte public et privé est à l'étude, à l'image des essais sur sol français. Céline Lafourcade précise encore l'objectif du projet pilote : « Il s'agit pour nous de commencer avec un nombre restreint de personnes et, dans un deuxième temps, nous pourrions imaginer élargir le champ des bénéficiaires, en restant toujours dans un idéal d'économie sociale et solidaire. » La croissance aura là peut-être du bon, finalement. •

zoein.org eper.ch/rte



Des stratégies politiques pour cesser de détruire la planète

La croissance devrait être synonyme de prospérité, mais elle entraîne surtout la consommation excessive des ressources et la destruction de l'environnement. Les partis rose et vert sont unanimes: nous avons besoin d'une politique qui découple prospérité et croissance, tout en étant socialement durable. Pas si simple!

Texte: Esther Banz

Depuis la fin du printemps, la hausse de l'inflation fait les gros titres. La guerre pousserait les coûts de l'énergie à la hausse et les primes d'assurance maladie pourraient aussi prendre l'ascenseur l'an prochain. Dans la Berne fédérale, la gauche s'est préoccupée du sort des personnes à bas revenus. Le dernier jour de la session d'été du Parlement, Mattea Meyer, coprésidente du Parti socialiste (PS), a pu annoncer un succès: la décision, avec le Groupe du Centre, d'organiser une session extraordinaire en automne afin de protéger le pouvoir d'achat. Cette politique pragmatique de gauche a certainement davantage de sens que la proposition de l'UDC de réduire le prix de l'essence. Mais l'objectif de préserver le pouvoir d'achat est-il cohérent pour une politique rose-verte? On peut en outre se demander quelles sont, dans une politique nationale dominée par le camp bourgeois, les stratégies des partis rose et vert pour une transformation de l'économie et de la société. Une transformation écologiquement et socialement durable, vu l'aggravation rapide de la crise climatique et la disparition effrénée des espèces.

Ne plus dépasser les limites écologiques

Au printemps 2021, Valentine Python a déposé une initiative parlementaire: la conseillère nationale verte souhaite ancrer le concept scientifique des limites planétaires dans la Constitution fédérale et dans la Loi sur la protection de l'environnement. Il s'agit de préserver tout ce dont l'équilibre est menacé: sols, forêts, océans, couche d'ozone, air, eau douce, biodiversité. L'interpellation précise qu'avec les intrants agricoles, l'industrie, la surconsommation, la déforestation, l'utilisation du sol et la combustion d'énergies fossiles, l'humain a provoqué une crise écologique bien plus grave que les seuls changements climatiques. L'extinction de masse du vivant est l'une des conséquences les plus dramatiques de la surexploitation de nos écosystèmes. Si l'initiative de Valentine Python trouve une majorité au Parlement, la Suisse devra élaborer une base légale en vue d'assurer un développement sûr et équitable de la société dans les limites planétaires.

Tel est aussi l'objectif de l'initiative pour la responsabilité environnementale lancée par les Jeunes Vert-e-s. Coprésidente du parti, Julia Küng explique dans l'entrevue ci-contre comment le découplage de la croissance pourra améliorer la qualité de vie. >>>



« Nous devons repenser le système économique de fond en comble »

Avec leur initiative pour la responsabilité environnementale, les Jeunes Vert-e-s veulent une économie respectueuse des normes environnementales et sociales. Éclairage avec Julia Küng, leur coprésidente. *Propos recueillis par Esther Banz*

moneta: L'initiative pour la responsabilité environnementale vise à imposer des limites à l'économie. Est-elle en cela une initiative de post-croissance?

Julia Küng Enfin, quelqu'un le remarque! (Rires) Nous avons la conviction que la façon dont nous traitons la planète en ce moment n'est pas viable à long terme. Le dogme du « toujours plus, toujours plus vite » est synonyme de consommation accrue de ressources et, pour beaucoup, de toujours plus de travail. Rien à voir avec un avenir durable.

De quel genre d'économie aurions-nous besoin?

Il faut qu'elle respecte les limites de ce que la planète peut supporter. Et avant cela, elle devrait déjà être socialement acceptable.

Pourquoi ne pas l'avoir appelée « initiative post-croissance »?

Nous avons voulu mettre l'accent sur la préservation des ressources et la sauvegarde de la planète. La post-croissance est, selon nous, le moyen d'atteindre ces objectifs. Nous aimerions en parler sans effrayer quiconque. Je pense que certaines industries vont disparaître et d'autres branches prospérer. Nous demandons non pas une interdiction de la croissance, mais une interdiction de nuire à l'humain et à l'environnement.

Si l'économie cesse de croître, il y aura – dans le système actuel – davantage de chômage. Or, les assurances sociales dépendent aussi de la croissance.

Nous réalisons qu'abandonner le système économique actuel sera tout sauf une promenade de santé, notamment à cause des dépendances que nous de-

vons d'abord éliminer. Nous devons repenser le système économique de fond en comble. La crise climatique nous oblige à le faire, et vite.

Qu'est-ce qui nous attend dans un avenir économiquement et socialement durable?

Par exemple davantage de temps pour les relations sociales et la capacité à de nouveau l'apprécier. En outre, les services – ne serait-ce que dans le domaine des soins – gagneront en importance, ce dont tout le monde profitera, au plus tard en vieillissant.

Jusqu'alors, la société n'a pas vraiment débattu des visions de post-croissance.

Même nous, Vert-e-s, avons encore du mal à affirmer publiquement que nous traversons une crise. Mais si nous prenons les choses en main dès maintenant, cela représente aussi la chance d'avoir un avenir moins stressant et une meilleure qualité de vie. Avec notre initiative, nous voulons pousser à la réflexion et inciter le gouvernement à lancer enfin une transformation globale.



Julia Küng, coprésidente des Jeunes Vert-e-s suisses, s'est lancée dans la politique à 17 ans. Elle a cofondé le mouvement Grève pour le climat à Zoug, a participé à l'organisation de la grève nationale des femmes et travaille à la Coalition pour des multinationales responsables. Aujourd'hui âgée de 21 ans, elle étudie en outre la psychologie et l'histoire.

>>>

Repenser la politique économique

Au cours de la dernière session d'été, les Vert-e-s ont déposé au Conseil national quatre autres interventions relatives à la (post)croissance, dont l'interpellation « La Suisse au-delà de la croissance » de la conseillère nationale saint-galloise Franziska Ryser. Elle y précise notamment que la croissance économique répond de moins en moins à des attentes telles que l'accroissement de la protection sociale, de la qualité de vie ou du plein emploi. Les indicateurs montrent même que dans les pays riches comme la Suisse, la qualité de vie diminue désormais avec la croissance. Raphael Noser, secrétaire des Vert-e-s pour la politique économique et sociale, l'explique ainsi: actuellement, la croissance de la productivité profite largement aux détentrices et détenteurs de capitaux ainsi qu'aux cadres supérieur-e-s des grandes entreprises, au lieu d'être consacrée à la réduction du temps de travail ou à l'augmentation des salaires pour la population à revenu faible et moyen. La croissance économique ne fait dès lors plus progresser le niveau de vie collectif, comme jusque dans les années 1990 – en tout cas dans les pays du Nord –, mais elle creuse l'écart entre riches et pauvres.

Franziska Ryser mentionne également dans son interpellation que les taux de croissance baissent depuis plusieurs décennies, ce qui inquiète de plus en plus la politique et l'économie, car plusieurs variables dépendent de la croissance économique. La conseillère nationale verte demande donc au Conseil fédéral de définir comment la Suisse peut faire face ou s'adapter à une croissance faible ou négative, et comment elle pourrait s'en affranchir.

Du temps plutôt que de l'argent?

Le conseiller national vert soleurois Felix Wettstein demande lui aussi au Conseil fédéral de réfléchir à des stratégies alternatives de politique économique. Dans son postulat, il charge le gouvernement de déterminer comment remplacer le produit intérieur brut (PIB) par un indicateur ou un système d'indicateurs permettant de mesurer le bien-être de manière globale, tout en tenant compte des limites planétaires. Quant à Balthasar Glättli, président du parti des Vert-e-s, il a remis lors de la session d'été 2022 un postulat dans lequel il pose cette question: « À quelles conditions une réduction du temps de travail pourrait-elle contribuer à protéger le climat et à favoriser la justice sociale? » Il suggère qu'une telle diminution aurait un effet important: on cesserait alors d'envisager la prospérité exclusivement sous l'angle monétaire. Selon M. Glättli, le « temps en abondance » pourrait devenir un élément clé.

Institutions sociales et croissance économique: une liaison dangereuse

En matière de temps de travail, les Vert-e-s marchent sur les plates-bandes du PS. Mais ce dernier peine à envisager une économie sans croissance, car d'après lui, le système en vigueur n'offrirait assez de travail pour tout

le monde qu'avec une économie en croissance. Sans oublier que le financement des assurances sociales dépend grandement des cotisations provenant du travail rémunéré. Selon la logique actuelle, une croissance moindre ou nulle serait préjudiciable aux institutions sociales. Or, elle est de toute façon à l'arrêt depuis des années. Tous les partis – même ceux qui n'avaient encore jamais remis ce modèle en cause – se voient obligés de poser de nouvelles questions. L'économiste Irmi Seidl s'intéresse depuis des années à la post-croissance. « Que fait la politique quand l'économie croît déjà peu ou plus du tout? Y est-elle prête? » s'interroge-t-elle par exemple (lire l'entrevue d'Irmi Seidl sur moneta.ch).

Pour le PS, ces questions sont fortement d'actualité en matière de politique sociale. Le parti se considère comme progressiste et veut libérer la population des contraintes. Ainsi, la co-secrétaire générale Rebekka Wyler de déclarer: « Le PS jugera toujours les stratégies post-croissance selon un point de vue féministe, car c'est précisément pour les femmes que le progrès technique a conduit à alléger les charges, donc à davantage d'équité. »



Intensifier les échanges entre politique et science

Pour la co-secrétaire générale, la véritable question est: « Comment garantir justice et progrès sociaux, tout en tenant pleinement compte de la rareté des ressources? » Le parti à la rose a encore du mal à imaginer comment la post-croissance peut fonctionner sans régression. Il lui manque en outre les notions qui lui permettraient d'entrer dans le discours de la croissance: « Pour ce qui est des changements climatiques, la mesure la plus urgente est de décarboner. Les propositions et exigences à cet égard sont bien plus concrètes que pour la post-croissance, où l'on ne peut viser le zéro, mais un déplacement entre différents secteurs économiques », détaille Mme Wyler.

Toutefois, le PS va désormais de l'avant et renforce aussi ses échanges avec le monde scientifique. En septembre (après le bouclage de ce numéro de *moneta*), le parti organise un webinaire consacré aux « limites de la croissance ». En question, les contours d'une politique économique sociale-démocrate moins axée sur la croissance économique classique, mais davantage sur la suffisance. Qu'est-ce que cela pourrait signifier pour des sujets traditionnellement de gauche comme la sécurité sociale, la justice de répartition, le soutien aux coopératives ou la démocratisation de l'économie? « Notre société ne devrait pas éluder plus longtemps la discussion sur le pourcentage de la population qui a besoin d'aide à cause de l'inflation et sur celui qui a besoin d'une compensation de salaire en cas de réduction du temps de travail. Est-ce 20 à 30 pour cent, ou plus? Sans soutien, les gens seront laissés pour compte, les différences et les tensions sociales augmenteront. Tout cela rendra également plus difficile une transformation socio-écologique de la société », affirme Irmi Seidl, oratrice principale de ce webinaire. •

P.-S.: Voici d'autres initiatives populaires qui, si elles étaient acceptées, transformeraient la croissance: l'initiative sur un fonds pour le climat du PS et des Vert-e-s et l'initiative pour l'avenir de la Jeunesse socialiste.

P.-P.-S.: L'OCDE s'intéresse, elle aussi depuis quelque temps, à la croissance sous un angle différent. Un groupe de réflexion interne a ainsi publié en 2020 un rapport intitulé « Beyond Growth » (« au-delà de la croissance »). Il appelle les responsables politiques à repenser leurs approches traditionnelles de la politique économique et à donner davantage de poids à la durabilité écologique, à l'augmentation du bien-être, à la diminution des inégalités ainsi qu'à la résilience du système, plutôt qu'à la croissance.

Repenser la création monétaire dans les limites de la planète

Le système monétaire actuel permet une croissance économique qui ne tient pas compte des coûts sociaux et écologiques. L'économiste Christian Arnsperger propose donc de changer de système: nous devrions échanger non plus des francs ou des euros, mais des fractions d'empreinte écologique.

Texte: Christian Arnsperger, Université de Lausanne

L'argent nous est indispensable pour pouvoir accéder aux biens et aux services qui structurent nos existences, même certains des plus essentiels. Il fait partie des biens communs sociaux nécessaires et, à ce titre, il doit être produit: des règles et des institutions organisent et réglementent la production de l'argent.

Comment crée-t-on de la monnaie aujourd'hui?

Notre système monétaire contemporain fonctionne avec deux étages très différents, mais complémentaires. D'une part, dans le circuit interbancaire, la banque centrale crée à partir de rien (c'est son droit exclusif et son privilège) la « matière première » du système, appelée monnaie de base ou monnaie centrale. Celle-ci ne circule qu'entre banques commerciales, sur les comptes qu'elles ont toutes auprès de la banque centrale. D'autre part, au sein du circuit du crédit bancaire, les banques commerciales émettent des prêts qui leur permettent de produire à partir de cette base monétaire centrale (c'est leur droit exclusif, inscrit dans leur charte bancaire) la grande masse de monnaie scripturale: essentiellement les montants inscrits sur nos comptes en banque, dont chacune et chacun de nous se sert au quotidien pour effectuer ses achats, ses retraits de liquide et ses virements.

« Au sein de cette sphère monétaire, la banque centrale crée de la monnaie de base à partir du néant, juste en appuyant sur la touche d'un clavier... »

Toutes ces opérations en apparence banales ne peuvent fonctionner que si chaque banque commerciale a suffisamment de monnaie de base sur son compte auprès de la banque centrale, afin de pouvoir faire face aux obligations que lui impose le « clearing » (compensation) par rapport à toutes les autres banques.

Si elle vient à manquer de monnaie de base, elle peut en principe – sauf lors de graves crises bancaires durant lesquelles la confiance mutuelle s'effondre – emprunter de la monnaie centrale à d'autres banques. À défaut, la banque centrale peut lui prêter ou lui avancer les liquidités centrales manquantes.

Au sein de cette sphère monétaire, la banque centrale crée de la monnaie de base à partir du néant, juste en appuyant sur la touche d'un clavier; les banques commerciales se servent de cette base monétaire pour exercer un effet de levier et produire de la monnaie scripturale à travers des crédits aux particuliers et, surtout, aux entreprises. L'argent ainsi mis en circulation alimente en aval les sphères réelle (production industrielle et manufacturière, consommation, production de services publics) et financière (épargne, spéculation).

À création monétaire illimitée, croissance économique illimitée

L'avantage de ce système est sa grande flexibilité d'un point de vue capitaliste, raison pour laquelle il a été progressivement institué jusqu'à nous apparaître aujourd'hui comme « naturel »: tant qu'il existe des projets de production porteurs de profits futurs – donc des perspectives de croissance économique dans des entreprises et secteurs de l'économie, soutenues par une demande de consommation solvable suffisamment forte et stable –, il se trouvera des banques commerciales (elles aussi en quête de profits) prêtes à accorder des crédits. Elles produiront ainsi de la monnaie scripturale qui se disséminera par circulation dans l'ensemble de l'économie. Quant aux banques centrales, elles seront en général d'accord pour alimenter le secteur bancaire (surtout si celui-ci est devenu *too big to fail* à la suite d'opérations de concentration et de fusion-acquisition) avec suffisamment de monnaie de base pour que toute cette logique de production, de consommation et de croissance puisse continuer de fonctionner.

Il faut d'ailleurs qu'elle fonctionne, car comme l'ont montré les grandes récessions souvent provoquées par

Christian Arnsperger est docteur en sciences économiques et professeur de durabilité à l'Université de Lausanne. Il a longtemps été conseiller scientifique et formateur à la Banque Alternative Suisse. Il consacre ses recherches à la post-croissance ainsi qu'aux théories contemporaines de la monnaie.

des crises bancaires et monétaires, si la production d'argent devait se tarir, beaucoup d'entre nous ne pourraient plus accéder aux biens et services qui structurent nos existences, même les plus essentiels. La production en principe illimitée d'argent bancaire (à travers des prêts que l'on espère fondés sur de réelles bases matérielles et économiques) permet la production en principe illimitée des biens et de services, donc la croissance en principe illimitée de nos économies capitalistes. Chaque entreprise et chaque indépendant-e qui reçoit un crédit bancaire fait à sa banque une promesse de croissance future. Si la banque a bien évalué les capacités de remboursement de sa créditrice ou de son créditteur, elle sera soutenue avec des liquidités de la banque centrale. (Elle le sera probablement aussi si elle a fait une erreur de jugement et si le crédit n'est pas remboursé, parce que dans ce système, on ne peut se permettre trop de faillites bancaires.)

Peu important les dommages sociaux et environnementaux

La grande «tache aveugle» de ce système – bien entendu intentionnelle et inscrite dans les institutions – est que la production d'argent ne tient aucun compte de la fragilité ni de la rareté des ressources humaines et naturelles nécessaires à la croissance économique. Souvenons-nous que l'argent ainsi produit a pour but l'exploitation de la main-d'œuvre (sans quoi il n'existe pas de profits financiers) et l'extraction des ressources matérielles tout au long des chaînes de production de «valeur ajoutée». Ce système ne tient aucun compte de la production graduelle d'une empreinte écologique ajoutée tout au long de ces mêmes chaînes. Il n'y a de profits pour les entreprises, donc aussi pour les banques, que si la main-d'œuvre coûte substantiellement moins qu'elle rapporte et si les ressources naturelles sont payées nettement moins cher que le coût social et environnemental réel qu'engendrent leur extraction et leur utilisation (notamment leur combustion dans le cas des ressources fossiles).

« À terme, il faudra remplacer l'argent par l'empreinte écologique en tant que moyen d'échange. »

Cela revient à dire que les dommages humains et écologiques (dépassement des limites humaines et planétaires) causés par la production d'argent bancaire sont a priori ignorés dans le processus de production de cet argent. Les banques centrales se dédouanent en affirmant que cela ne relève pas de leur juridiction et les

banques commerciales essaient en majorité de faire de l'écoblanchiment en cachant les véritables impacts humains et écologiques de leurs crédits et investissements. Seule une poignée de banques éthiques et alternatives cherchent à remédier à ces effets, mais purement sur base volontaire, actuellement.

Des fractions d'empreinte écologique comme monnaie d'échange

L'empreinte écologique totale de nos économies est nettement trop élevée, comme en témoigne l'*Earth Overshoot Day* annuel publié par Global Footprint Network et qui, pour la Suisse, se situe avant la mi-mai (soit l'équivalent de presque trois planètes). Cela vient avant tout du fait que la production d'argent dans notre système est aujourd'hui complètement inadaptée aux réalités environnementales. Les règles et les institutions qui organisent et réglementent la production de l'argent sont anti-écologiques. Ce que nous devrions échanger entre nous, ce sont des fractions d'empreinte écologique plutôt que des francs ou des euros, de sorte que la quantité totale d'argent en circulation – ou plus précisément la somme de toutes les transactions effectuées avec l'argent en circulation, le long de l'ensemble des chaînes d'extraction, d'approvisionnement et de consommation – engendre une empreinte écologique totale égale à une seule planète.

Une comptabilité écologique complète en temps réel

La réflexion sur ces aspects ne fait que commencer. Nous devrions avant tout disposer d'une comptabilité écologique intégrale en temps réel, qui mesure constamment d'une part l'écart de toute activité de production ou consommation par rapport à la limite admissible d'un seul équivalent-planète (avec pénalisation prohibitive de tout dépassement de cette limite), et d'autre part l'empreinte additionnelle résultant de toute activité de production à n'importe quel stade de n'importe quelle chaîne de «création de valeur».

À terme, il faudra remplacer l'argent par l'empreinte écologique en tant que moyen d'échange. Un emprunt bancaire devra représenter le droit – accordé par une banque sous licence de la banque centrale, dont le rôle sera non plus de créer de la monnaie de base, mais de vérifier en temps réel l'état des quotas écologiques – de détenir une fraction de l'empreinte écologique actuelle et future et de la transformer en un bien ou un service à empreinte ajoutée nulle ou minimale. L'activité bancaire ne sera permise que dans les limites d'une économie stationnaire à croissance faible ou nulle, où seuls les besoins essentiels de la population seront servis par des entreprises elles-mêmes contraintes par l'obligation de n'engendrer qu'une empreinte ajoutée minimale. •

LES PAGES DE LA BAS

«TOUT LE RESTE EST QUESTION D'ÉQUILIBRE»

La Banque Alternative Suisse (BAS) s'engage pour une économie post-croissance, sans en appliquer elle-même les principes. Ce n'est pas forcément une contradiction pour Etienne Bonvin, qui connaît bien la BAS. Il y travaille depuis vingt-cinq ans, dont vingt au sein de la direction générale.

Texte: Simon Rindlisbacher

«Chère humanité, te voilà hélas en faillite»: tel aurait pu être le titre en français d'une publication que la BAS a diffusée en allemand sur ses réseaux sociaux en juillet dernier. La Banque a voulu attirer l'attention sur le Jour du dépassement 2022, ce moment où les habitantes et habitants de la Terre ont consommé autant de ressources naturelles qu'elle est capable d'en reconstituer ou d'en absorber en une année. La date fatidique tombait le 28 juillet. L'humanité vit donc largement au-delà des limites planétaires.

Pour des économistes comme Niko Paech, la cause première de cette évolution est la croissance économique constante. Il n'est pas le seul à appeler, depuis des années, à une transition vers une économie post-croissance; un système économique qui s'affranchit de la croissance et respecte les limites naturelles planétaires. Bien que les lignes directrices de la BAS ne parlent pas explicitement d'économie post-croissance, elles expriment sa volonté d'assurer «une qualité de vie soutenable, pour les générations actuelles et futures», ce qui est comparable. Notons toutefois que la BAS elle-même n'est pas une entreprise post-croissance. On peut le constater en lisant le rapport de gestion, et le rapport d'éthique rédigé en 2015 par Ulrich Thielemann au sujet de la croissance de la BAS¹ (disponible en allemand) parvient à la même conclusion.

Réaffecter pour transformer l'économie

«Cette constatation demeure valable», glisse Etienne Bonvin. Membre de la direction de la Banque, il fête cette année vingt-cinq ans d'ancienneté (lire encadré). Si, à ses yeux, la BAS n'est pas une entreprise post-crois-

sance, il tient à souligner qu'«elle n'a jamais voulu contribuer à la croissance économique. Depuis la naissance de la BAS, son objectif est de réaffecter l'argent de l'économie non durable dans l'économie propre, soutenable pour la planète: celle à laquelle nous aspirons en tant que banque.»

Il estime que la vocation de la BAS n'est pas de faire croître l'économie, mais de la rendre différente. Cela se concrétise par exemple quand elle accorde des crédits à des entreprises durables ou quand elle y fait des placements pour le compte de sa clientèle. Elle réaffecte ainsi de l'argent, avec un impact positif sur la société et sur l'environnement qui doit croître autant que possible. «À cette fin, nous avons besoin de personnel, d'infrastructures ainsi que de fonds propres en suffisance, de manière à octroyer des crédits.» Pour renforcer l'impact, tous ces facteurs – et, par voie de conséquence, la banque en tant qu'entreprise – doivent croître proportionnellement. «Ces quinze dernières années, la baisse de la marge d'intérêt ne nous a littéralement pas laissé d'autre choix que de croître», poursuit le plus ancien membre de la direction générale. Pour maintenir son rendement, voire pour continuer d'exister, la BAS a dû augmenter le volume des crédits et étendre les activités de placement, donc croître. Aux yeux d'Etienne Bonvin, la raison d'être de la BAS doit absolument demeurer centrale, afin qu'elle ait un impact positif sur la société et sur l'environnement. Et afin que cet impact croisse encore, tout comme la crédibilité et l'audibilité de la Banque. «Si c'est le cas, notre croissance me paraît légitime. Tout le reste est question d'équilibre.»

«Pas aussi avancée qu'elle devrait l'être»

La BAS œuvre depuis plus de trente ans en faveur d'une économie et d'une société respectueuses des limites planétaires. Etienne Bonvin y contribue depuis vingt-cinq ans. La société est-elle plus avancée aujourd'hui qu'à l'époque? «Oui, mais assurément pas autant qu'elle de-

¹ Voir: bas.ch/rapport-ethique-2015 (en allemand)

vrait l'être», regrette-t-il. Elle serait en tout cas plus ouverte aux changements indispensables. «En définitive, ceux-ci doivent souvent être imposés par des interventions étatiques», comme dans l'industrie automobile. Voilà trente ans que l'on connaît la nécessité de réinventer la mobilité, mais le grand bouleversement vient seulement de commencer, grâce entre autres à de nouvelles dispositions dans l'UE.

Ne pas confier la responsabilité à des entreprises

Même si la BAS croît continuellement depuis sa fondation, sa part de marché reste modeste à ce jour. On réalise à quel point en comparant son bilan avec celui d'UBS. Le total du bilan d'UBS est actuellement supérieur à mille milliards, et celui de la BAS a dépassé les deux milliards. Participe-t-elle vraiment de manière décisive au changement qu'elle appelle de ses vœux? Dans son rapport d'éthique de 2015, Ulrich Thielemann concluait que la Banque avait peu contribué à réaffecter concrètement de l'argent dans l'économie réelle, et qu'elle pouvait difficilement faire davantage. Il prenait néanmoins sa défense, estimant – tout comme Etienne Bonvin – que le changement est possible seulement si l'État promulgue les règles adéquates. On ne peut pas confier la responsabilité à des entreprises.

Encourager les pionnières et pionniers

Etienne Bonvin a son avis sur la contribution effective de la BAS: «Elle est depuis le début la banque des personnes qui souhaitent agir, de gens qui ont des convictions, qui veulent vraiment savoir par exemple d'où vient l'argent et s'il est propre.» La proportion de ces personnes au sein de la société reste faible, mais elles sont nécessaires en tant que pionnières et pionniers: «En général, les initiatives étatiques découlent d'impulsions données à la politique.» Précisément ce que la BAS a toujours soutenu. Même si cela n'est pas mesurable, on peut penser que la Banque a influencé indirectement des évolutions politiques.

Agir en tant que modèle crédible

Pour ce qui est de la contribution de la BAS à la transition vers une économie sans croissance, M. Bonvin voit dans le caractère exemplaire de la Banque un mode d'action important. «Au moment de sa création, la BAS se faisait railler», se souvient-il. Pourtant, à ses yeux, le modèle était visionnaire. «Les idées de base des fondatrices et fondateurs s'appliquent aujourd'hui encore.» La Banque a joué un rôle précurseur à de nombreux égards, par exemple l'argent blanc (propre), les énergies renouvelables, la construction sociale et écologique, l'agriculture biologique, la marge salariale ou le congé paternité: autant d'aspects qui définissent une société post-croissance. «Désormais, nous sommes crédibles. Nous avons prouvé à la fois que notre modèle différent est orienté vers l'avenir et qu'il fonctionne», observe Etienne Bonvin. Il se dit particulièrement heureux que la crédibilité de la Banque ait tant augmenté, que de plus en plus de gens reconnaissent le sens de sa mission. Ce sens qui continue de le motiver après un quart de siècle passé à la BAS. «Quand j'ai commencé, nous

étions une vingtaine. Aujourd'hui, nous sommes cent cinquante, et c'est toujours le sens de la BAS qui nous soude.» L'ensemble du personnel de la Banque va dans la même direction, afin de contribuer à rendre la société et l'économie un peu plus soutenables pour la planète.

Photo: fotifabrik.ch



Etienne Bonvin, coresponsable du secteur Logistique et services, membre de la direction générale de la BAS.

PRIVILÉGIER DES ACTIONS QUI ONT DU SENS

Entré à la BAS le 1^{er} octobre 1997, Etienne Bonvin lui est fidèle depuis 25 ans. En 2001, il a rejoint la direction générale où, en tant qu'agent fiduciaire avec brevet fédéral, il a pris la responsabilité du secteur Logistique et services. À ce poste, il a par exemple chapeauté l'introduction du premier système bancaire central (programme informatique qui réunit les processus clés bancaires). Il a aussi mené la transformation du siège social actuel.

Ces deux prochaines années, cet homme de 57 ans espère pouvoir transmettre les nombreuses expériences qu'il a acquises en un quart de siècle aux personnes qui resteront à la BAS encore plus longtemps que lui, et «contribuer à ce que nous remettons toujours au cœur de notre action le sens donné à la BAS depuis sa fondation».

INFO IMPORTANTE SUR LES ENCARTS

Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce journal, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.



SERBECO DESSINE UN MONDE AU-DELÀ DU RECYCLAGE

D'abord spécialisée dans la gestion des déchets, cette entreprise familiale genevoise a élargi son champ d'action. Elle ouvre une nouvelle voie en imaginant des façons de se développer tout en ménageant les ressources et en préservant l'environnement.

Texte: Sylvie Ulmann

Pionnière du recyclage, l'entreprise genevoise Serbeco est aussi une spécialiste du transport et du tri des déchets. Elle doit son nom à la contraction des premières lettres de trois mots – services, bennes et conteneurs –, cœur de son activité à sa fondation en 1977. Si elle comptait seulement trois collaborateurs et deux camions quand Bernard Girod l'a rachetée en 1991, elle emploie actuellement 170 personnes et fait rouler une cinquantaine de véhicules. La petite société s'est diversifiée, devenant un groupe, mais la famille Girod demeure aux commandes: Bertrand a repris le témoin de son père Bernard en 2012 et ses deux frères ont rejoint le navire dans la foulée, Matthieu à la direction commerciale en 2019 et Ludovic à la logistique.

Préserver l'environnement et les ressources

«Aujourd'hui, l'ensemble de nos activités est en lien direct avec la préservation de l'environnement et des ressources», résume Bertrand Girod. Outre l'entreprise éponyme, qui continue de transporter et gérer les déchets, le groupe Serbeco se compose d'Énergie Durable, spécialisée dans les systèmes de chauffage à bois, et de ProP,

active dans la propreté et la location de vaisselle consignée pour les manifestations.

Cette diversification ne doit rien au hasard, mais découle d'un paradoxe: Serbeco doit une bonne partie de son essor au volume de déchets traités, dont la quantité a explosé en Suisse. «Elle a triplé depuis 1970, alors que la population augmentait de 40 pour cent», rappelle-t-il. Certes, il y a eu des progrès: le recyclage prime désormais sur l'enfouissement et l'incinération, mais la montagne de détritiques ne cesse de grandir, «et cela en dépit de tous nos efforts pour tenter d'inverser cette courbe qui nous mène droit dans le mur. L'augmentation semble impossible à découpler de la croissance de l'économie», soupire-t-il.

Inspiration d'un lendemain de fête

C'est un lendemain de fête qui a amené le Groupe Serbeco à s'aventurer dans une nouvelle direction. Il se souvient: «Nous étions alors chargés de la gestion des déchets durant les Fêtes de Genève. Nous devions rendre les quais propres à six heures du matin.» Un travail de Sisyphe... Chaque nuit pendant la manifestation, verres en plastique, couverts et assiettes

revenaient souiller les bords du lac. D'où l'idée de proposer de la vaisselle consignée pour ce type d'événements.

La solution consisterait-elle à passer d'une économie d'usage à une économie de la fonctionnalité, où un même objet servirait à plusieurs personnes, sur le modèle de Mobility qui mutualise l'utilisation de véhicules? À l'image du problème, les réponses sont évidemment multiples. Mais en prolongeant la durée de vie d'un matériau ou d'un bien, le réemploi constitue une piste qui suscite de plus en plus d'intérêt. Reste que pour changer de paradigme, on doit faire évoluer les mentalités. Consciente de son rôle à ce niveau, Serbeco ouvre volontiers les portes de son usine de Satigny aux élèves. Une montagne de déchets est plus éloquente que de longs discours.

La société intervient aussi auprès de sa clientèle, composée d'un tiers de collectivités publiques, d'un autre d'entreprises de construction et d'un dernier d'industries. Après l'avoir initiée au tri et au recyclage, elle lui montre désormais comment produire moins de déchets en leur donnant une seconde vie. «On commence à nous entendre et même à voir leur réemploi d'un bon œil», se félicite Bertrand Girod.

«Rendre le réemploi sexy»

L'idée n'est pas neuve, notamment dans le bâtiment. Beaucoup d'immeubles du centre-ville genevois ont été construits avec les pierres des fortifications. Et il existe d'innombrables chalets neufs réalisés avec des poutres récupérées sur de plus anciens pour la beauté de leur patine. Mais de là à réutiliser des matériaux en rénovation, il y a un monde. Si, aujourd'hui, l'idée séduit de plus en plus largement, l'offre continue d'excéder la demande. «Je suis positif, mais pas naïf. Les mentalités vont devoir évoluer et les choses n'avancent pas assez vite», relève ce libéral dans l'âme. Convaincu que la formation est l'une des clés du changement, il pense aussi qu'une autre passe par le porte-monnaie: «Le neuf est trop bon marché. Les matériaux recyclés reviennent toujours plus cher, comme les réparations d'ailleurs. Cela pourrait bien changer grâce aux réglementations. Il faudrait trouver une manière de rendre le réemploi sexy, car

Selon Bertrand Girod, PDG de Serbeco, le volume des déchets a triplé depuis 1970 tandis que la population a augmenté de 40 pour cent.



Photo: mad

TOUJOURS EXEMPLAIRE, MAIS PEUT MIEUX FAIRE

Une fois par an, la Banque Alternative Suisse (BAS) analyse soigneusement la performance de ses activités commerciales, afin d'informer sur sa durabilité opérationnelle. La BAS reçoit de très bonnes notes en 2021 aussi pour ses résultats en matière de durabilité.

Texte: Markus Ott

le recyclage est un oreiller de paresse. Jeter sa bouteille en PET dans un conteneur ne suffit plus, adoptons la gourde», conclut-il.

La durabilité partagée avec la BAS

Bien entendu, Serbeco applique chez elle les conseils qu'elle prodigue à l'extérieur. Elle souhaitait ainsi acquérir deux machines et deux camions électriques pour remplacer du matériel fonctionnant au diesel. C'est principalement pour réaliser cette opération qu'elle a sollicité un crédit auprès de la BAS. Serbeco a obtenu la certification B Corp, l'une des plus exigeantes. Délivré par un organisme anglo-saxon indépendant, le label s'intéresse à une foule d'aspects, de l'impact environnemental à la gouvernance en passant par la transparence, les fournisseurs ou encore les produits d'une entreprise. «La recevoir signifie que l'on utilise le monde des affaires pour agir positivement sur l'environnement et la société. Avec la BAS, nous partageons une philosophie, une sensibilité. Cela crée des liens, aide à s'entendre mieux et plus rapidement.» Et d'ajouter que ce n'était pas le seul critère: «Notre choix repose sur les valeurs, la qualité de la relation humaine, le service, la réactivité, mais aussi la compétitivité. Et même dans ce domaine, la BAS - qui était en concurrence avec d'autres établissements - a su s'aligner», se félicite-t-il.

groupe-serbeco.ch

Elle a obtenu **85 points sur les 100** de la Sustainable Banking Scorecard (86 en 2021). Cette méthode d'analyse a été conçue par la Global Alliance for Banking on Values (GABV), réseau international de banques partageant les mêmes valeurs. L'évaluation d'ensemble de la BAS reste exemplaire. Le point perdu l'a été surtout en raison du faible rendement global du capital, en moyenne sur trois ans, et à la pression induite par le niveau bas des taux d'intérêt. L'impact socio-écologique de la Banque récolte une nouvelle fois le maximum de points.

Nouvelle méthode pour calculer l'empreinte carbone globale de la banque

La BAS calcule l'empreinte carbone de son exploitation, de ses activités de placement et - depuis 2020 - de ses financements. Elle a adapté la méthodologie dans ces trois domaines, d'où une amélioration de la qualité des données.

L'**exploitation** génère au total 113 tonnes de CO₂, émissions que la BAS compense avec myClimate. La principale source d'émissions est le trafic pendulaire, à hauteur d'environ 71 pour cent. Il a été possible de le quantifier au moyen d'un sondage réalisé auprès du personnel. L'impact climatique des collations pendant les pauses (café, thé, fruits, lait et crème) est désormais pris en compte. Celles-ci émettent autant de CO₂ que l'énergie consommée par la Banque.

En 2021, les **placements** dans les dépôts-titres de la clientèle de la BAS ont émis 350 000 tonnes de CO₂. L'augmentation par rapport à 2021 tient en particulier aux modifications de la méthode d'analyse et à la progression des actifs sous gestion (+21 pour cent). Le partenaire externe ISS ESG tient compte des évolutions les plus récentes des normes internationales. En outre, il a examiné plus en détail les fonds spécialisés, par exemple ceux de microfinance ou consacrés à l'énergie éolienne. En matière d'émissions carbone, le portefeuille de la BAS est inférieur de 107 000 tonnes (24,5 pour cent) à un portefeuille de même taille investi selon un indice de référence.

Les **financements** accordés par la BAS ont été l'an dernier à l'origine de 11 299 tonnes d'équivalent CO₂. Une enquête menée auprès de la clientèle a permis d'améliorer la qualité des données et d'inclure, pour la première fois, le secteur agricole dans l'analyse. Selon les résultats de l'enquête, l'immobilier constitue 81 pour cent du volume de financement, mais seulement 65 pour cent des émissions carbone (nettement moins que les estimations de 2021). L'agriculture représente 3 pour cent des crédits octroyés par la Banque, mais 16 pour cent de ses émissions de CO₂. L'ensemble des crédits génère environ trente fois moins de CO₂ que les opérations de placement. Sur le total des financements de la BAS, 19 pour cent sont compatibles avec un objectif climatique inférieur à 2 degrés; 24 pour cent

se situent entre 2 et 3 degrés; 51 pour cent excèdent 3 degrés (l'évaluation est impossible pour les 7 pour cent restants). La BAS souhaite que les émissions de tous les financements deviennent conformes à l'objectif climatique de Paris d'ici 2030, et cela de manière socialement acceptable. La Banque aimerait relever ce défi avec sa clientèle au cours des années à venir.

Le rapport complet est téléchargeable au format PDF sur bas.ch/rapports
> [Rapport de durabilité](#)



DE L'IMPORTANCE D'UN ZÉRO NET DURABLE

Voilà un coup dur, pour ne pas dire tordu: en juillet dernier, le Parlement européen a ouvert la porte à l'intégration du nucléaire et du gaz parmi les énergies respectueuses du climat, dans la taxonomie de l'UE. La Banque Alternative Suisse déplore vivement cette décision et elle s'en tient à sa vision du zéro net durable.

Texte: Katrin Wohlwend



Illustration: art.l.schock

L'occasion était belle de faire de grands progrès en matière de placements financiers durables. Avec son ambitieuse taxonomie verte, L'UE voulait augmenter la part des investissements dans des projets écologiquement durables et respectueux du climat, en vue d'accélérer la transition énergétique et de surmonter la crise climatique. Pour y parvenir, il faut adopter des critères communs à l'échelle mondiale, afin de déterminer quelles activités économiques peuvent se targuer d'être écologiquement durables et respectueuses du climat. On peut donc comparer la taxonomie verte de l'UE à un écolabel, qui aiderait à investir éthiquement de l'argent grâce à la définition d'une norme minimale pour la durabilité écologique des activités économiques.

Une invitation à laver plus vert

Le Parlement européen a choisi de ne pas empêcher l'attribution de cet écolabel à l'énergie nucléaire et au gaz. Ce recul a de quoi décevoir et saper la crédibilité de l'UE quant à son engagement à protéger le climat et l'environnement. L'UE a au moins formulé des exigences pour que de telles énergies soient qualifiables de «respectueuses du climat»: en ce qui concerne les centrales nucléaires, leur permis de construire doit être délivré avant 2045 et le pays doit disposer d'un plan et des moyens financiers pour la gestion des déchets nucléaires. Les investissements dans de nouvelles cen-

trales à gaz sont considérés comme durables jusqu'en 2030 si, entre autres conditions, elles remplacent des centrales qui polluent davantage et utilisent du gaz plus respectueux du climat jusqu'en 2035. L'UE appelle ces deux technologies des «énergies de transition nécessaires».

Malgré tout, la BAS ne comprend pas pourquoi des énergies de transition problématiques bénéficieraient d'un label positif, explicitement vert. Celui-ci incite à banaliser les effets nocifs, voire à pratiquer de l'écoblanchiment (greenwashing), ce que la taxonomie doit précisément empêcher. Le gaz naturel et l'énergie nucléaire sont deux sources d'énergie dont suffisamment d'études ont démontré les sérieux problèmes; elles compromettent la réalisation de l'objectif zéro net durable.

«Zéro net durable» signifie, pour la BAS, que les objectifs climatiques sont poursuivis avec un maximum de sérieux et d'engagement. Cela sans recourir à des technologies hautement nocives ni négliger des critères de durabilité essentiels comme la protection de l'environnement, la justice sociale ou la responsabilité vis-à-vis des générations futures. L'énergie nucléaire, par exemple, ne respecte pas ce dernier point, car le problème du stockage définitif des déchets radioactifs n'est absolument pas résolu.

À la BAS, pas de compromis. C'est garanti!

Même si la taxonomie est un projet qui relève de l'UE, elle vaut aussi pour la Suisse: elle concerne entre autres les fournisseurs de produits financiers et entreprises dans l'espace européen. La taxonomie verte de l'UE visait, à l'origine, à orienter les investissements vers des projets durables, ayant un besoin urgent de financement et de développement en tant que secteurs économiques, afin de surmonter la crise climatique.

En décernant un label «vert» à l'énergie nucléaire et au gaz, l'UE encourage désormais à soutenir encore plus des secteurs déjà bien établis et financés, ainsi que l'a constaté avec pertinence la Global Alliance for Banking on Values (GABV) dans son communiqué de presse du 14 juillet dernier. Avec 68 autres banques fondées sur des valeurs éthiques, la BAS fait partie de ce réseau mondial, qu'elle a contribué à créer. L'ensemble des membres de la GABV maintiennent leur engagement en faveur d'un zéro net globalement durable en refusant l'écolabel octroyé à l'énergie nucléaire et au gaz.

FAISONS RESPIRER LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Basé entièrement sur les énergies renouvelables, le réseau électrique du futur devra gérer et harmoniser en permanence l'offre et la demande. C'est seulement ainsi que l'approvisionnement en électricité pourra rester abordable et sûr. La jeune entreprise Aliunid a mis au point un système qui fait « respirer » le réseau électrique.

Sortir du nucléaire et des combustibles fossiles d'ici 2050, tels sont les objectifs ambitieux de la stratégie énergétique suisse. Ils reposent sur l'expansion des énergies solaire et éolienne, lesquelles ont un gros défaut: une dépendance aux conditions météorologiques, donc une fiabilité moindre que celle des grosses centrales électriques. On a trop d'électricité quand le soleil brille et qu'il vente, et trop peu quand il pleut. Difficile, dès lors, de stabiliser le réseau et d'assurer la sécurité de l'approvisionnement.

Consommer, stocker ou réinjecter selon les besoins

Aliunid a imaginé une solution à ce problème. Soutenue par le Fonds d'innovation de la BAS, sa vision est celle d'un approvisionnement en électricité qui « respire »: par temps ensoleillé ou venteux, la consommation électrique est augmentée à court terme et l'énergie est stockée, c'est-à-dire « inspirée » par la clientèle finale. Le chauffe-eau se met en marche, les batteries de la voiture et celles de la maison se rechargent. Quand le soleil et le vent sont absents, on réduit la consommation autant que possible et on puise dans les accumulateurs, jusqu'à ce que l'autoproduction locale (par exemple les panneaux photovoltaïques sur la toiture ou la batterie à la cave) se remette à injecter - ou « expirer » - du courant dans le réseau. Le système achemine alors le surplus là où il peut être utilisé ou stocké. Si l'électricité produite localement et à petite échelle ne suffit pas, les centrales hydroélectriques viennent en renfort. Le réseau électrique reste stable, indépendamment des grosses centrales électriques et des conditions météorologiques. Il

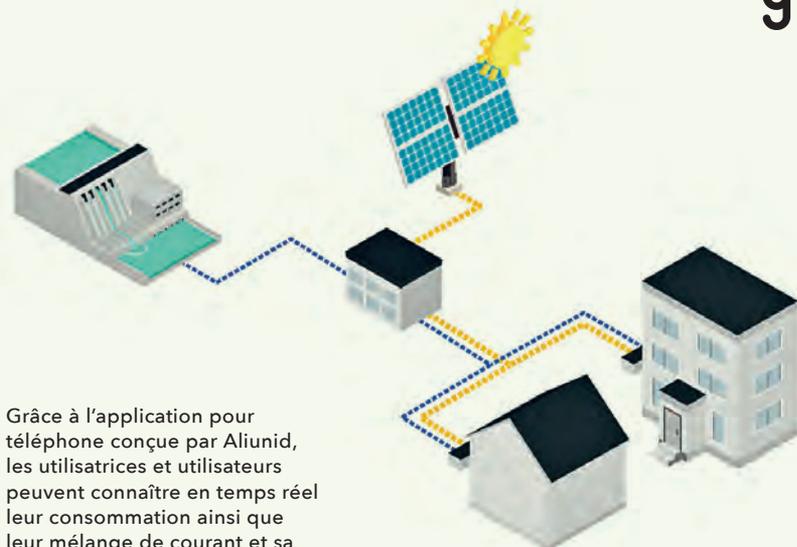
en résulte de surcroît une baisse des émissions de gaz carbonique, car le courant est consommé en premier lieu quand la teneur en CO₂ du mélange acheté est faible.

Petit appareil, grand effet

L'alimentation électrique est ainsi capable de « respirer » grâce un petit appareil installé chez les consommatrices finales et consommateurs finaux. Fixé au compteur électrique, il mesure en permanence la consommation. Cette passerelle envoie toutes les cinq secondes des informations à un nuage (cloud) privé. Une application pour téléphone créée par Aliunid permet aux utilisatrices et utilisateurs de connaître en temps réel leur consommation ainsi que le mélange de courant et sa teneur en CO₂. Moyennant leur consentement, leur fournisseur d'électricité reçoit également les données. À ce jour, environ vingt-cinq entreprises du secteur énergétique suisse travaillent avec Aliunid à l'approvisionnement électrique du futur, que ce soit pour la production, la fourniture ou la gestion des réseaux de distribution. La mesure, l'analyse et l'optimisation des flux d'énergie en temps réel ouvrent la voie à des innovations. Les premières offres d'Aliunid sont disponibles sur le marché, à commencer par l'outil de mesure en temps réel, commercialisé depuis cette année en Suisse par certains distributeurs locaux.

aliunid

9:41



Grâce à l'application pour téléphone conçue par Aliunid, les utilisatrices et utilisateurs peuvent connaître en temps réel leur consommation ainsi que leur mélange de courant et sa teneur en CO₂.



RÉSULTATS SEMESTRIELS 2022

LA BAS INVESTIT SES BÉNÉFICES DANS L'AVENIR

Comparable à celui de 2021, le résultat opérationnel semestriel de la BAS inclut des investissements importants pour l'avenir. La progression des revenus et le ralentissement de la hausse des liquidités ont permis d'investir dans le personnel et dans divers projets, en vue de répondre encore mieux aux besoins de la clientèle.

Texte: Rico Travella

Les revenus des opérations d'intérêts aussi bien que ceux des opérations de commissions et de prestations de services ont affiché une progression à deux chiffres par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le résultat brut des opérations d'intérêts a augmenté de 1,1 million de francs (+13,0 pour cent). Nous devons ce renforcement de notre activité principale au fait que notre clientèle a soutenu la baisse des taux d'intérêt de base, en faveur d'un modèle d'affaires résolument durable. Le produit des commissions sur opérations de placement a enregistré une hausse considérable de 36,4 pour cent. La vente d'un immeuble commercial – que la BAS avait dû reprendre il y a quelques années dans le cadre d'une opération de crédit – a occasionné un produit extraordinaire de 3,3 millions de francs.

Personnel et projets d'avenir

Les charges d'exploitation de la BAS ont augmenté d'environ 11 pour cent. Cela tient avant tout à des investissements supplémentaires pour le personnel (+1,1 million de francs). La banque vise ainsi à créer les conditions nécessaires pour améliorer l'efficacité des processus et l'agilité de l'organisation, grâce aux projets «BAS Lean» et «BAS 3.0».

Ralentissement de la hausse des liquidités

Les avoirs de la clientèle, obligations de caisse comprises, ont baissé de 1,7 pour cent par rapport au 31 décembre 2021 pour atteindre 1,938 milliard de francs. Sur le recul de 32 millions de francs au total, 17 sont allés augmenter le capital et ont ainsi renforcé les fonds propres. Parmi les autres flux sortants, citons les transferts par des clientes et clients vers des placements.

L'avenir dépend du marché

L'évolution du marché déterminera si, à l'avenir, les investissements seront financés intégralement par les affaires courantes, et cela également pendant le second semestre. Le relèvement des taux directeurs par la Banque nationale suisse a incité la

BAS à faire bénéficier sa clientèle de la réduction des charges dès le mois d'octobre 2022, où elle supprimera les limites actuelles de prélèvement d'intérêts négatifs de -0,75 pour cent. Les taux de base moins bas s'appliqueront à tous les avoirs sur l'ensemble des comptes.

Outre la question de savoir comment placer en sécurité les liquidités dont on n'a pas besoin à court terme, l'évolution des opérations de crédit influencera aussi le résultat annuel. Aider les preneuses et preneurs potentiel-le-s de crédit à comprendre ce qui rend l'argent durable demeure un défi important.

Les chiffres détaillés sont disponibles en ligne sur bas.ch/rapports > Bilan intermédiaire.

La BAS en chiffres

Avoirs de la clientèle
CHF 1 938 207 919

Nombre de preneuses et preneurs de crédit
1277

Prêts à la clientèle
CHF 1 588 289 276

Nombre d'actionnaires
9210

Effectif du personnel
145

121,1 postes à plein temps

Total du bilan
CHF 2 232 438 937

Fonds propres
CHF 275 947 000

Bénéfice semestriel
CHF 3 690 637

LE PLAN D'ÉPARGNE EN FONDS SE FAIT DÉSIRER

Annoncé par la BAS dans le dernier numéro de moneta, le lancement d'un plan d'épargne en fonds a malheureusement pris du retard.

Des problèmes techniques chez le partenaire externe en sont la cause. La Banque a donc décidé de prolonger la phase de test avant le lancement. Elle prie les personnes intéressées de patienter encore un peu.

Illustration: art.lschöck





Rico Travella



Bertrand Donniger



Peter Nardo

PERSONNEL

Élargissement de la direction générale

Sur décision du conseil d'administration (CA), Rico Travella a rejoint la direction générale le 1^{er} juillet dernier. Économiste d'entreprise, titulaire d'un doctorat de l'Université de Saint-Gall (HSG), il était jusqu'alors à la tête du service Marketing et communication de la BAS, tout en soutenant les projets opérationnels et stratégiques de la direction et du CA. Rico Travella possède une solide expérience dans la conduite d'une ONG et dans l'économie privée, de même qu'en tant qu'entrepreneur.

Nouvelles directions de segment

Dans le secteur Financement et Placement, deux nouvelles directions de segment ont vu le jour, avec des responsabilités à l'échelle du pays. Bertrand Donniger reprend le secteur Financement entreprises, et Peter Nardo celui du Financement immobilier. Tous deux étaient jusqu'à présent chefs de groupe à la BAS: Bertrand Donniger pour la clientèle entreprises en Suisse romande, Peter Nardo pour l'immobilier à Olten. Bertrand Donniger a acquis son expérience bancaire et ses compétences à Londres et auprès de la Banque cantonale vaudoise. Peter Nardo a occupé pendant de nombreuses années différentes fonctions dans le domaine immobilier, notamment dans des banques.



LA BAS PARTICIPE AU SUSTAINABLE FINANCE HACK GENEVA

Les 7 et 8 octobre 2022, une équipe du secteur Placement de la BAS participera au hackathon international consacré à la finance durable et organisé par Open Geneva. L'objectif de ce type d'événement est d'élaborer, dans un esprit d'intelligence collective, des solutions pratiques à des problèmes concrets soumis par les entreprises participantes. L'équipe de la BAS a lancé un défi qui lui tient à cœur: «Comment intégrer le principe de la sobriété dans l'investissement à impact?»

Informations supplémentaires sur: opengeneva.org/evenements

LA BANQUE ALTERNATIVE SUISSE REMPORTE LE PRIX SUISSE DE L'ÉTHIQUE 2022

La Banque Alternative Suisse (BAS) a reçu le Prix Suisse de l'Éthique 2022. Celui-ci est décerné chaque année, depuis 2005, par la Haute école d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud. Il vise à faire connaître des entreprises et organisations particulièrement durables, afin que leur succès fasse des émules. Le jury a honoré l'activité entrepreneuriale et le modèle d'affaires de la BAS, résolument et intégralement orientés vers la durabilité sociale et écologique. Depuis sa naissance en 1990, la BAS met au centre de son action le bien commun des générations actuelles et futures ainsi que le respect des humains et de la nature. L'éthique passe avant le profit: la Banque mesure son succès à l'aune de son impact positif sur la société et sur l'environnement, et pas uniquement selon ses résultats financiers.

Sur la photo, de gauche à droite: Olivier Schott (responsable de la représentation romande), Nicole Bardet (membre de la direction générale) et Dominique Roten (chef de projet marketing et communication), lors de la remise du prix.

Photo: Anthony Demierre



LE COURRIER

**L'information
a un prix, son
indépendance
aussi**

**Offrez (-vous)
un média
engagé!**

**2 mois d'essai
dès 19 Frs.**

lecourrier.ch | 022 809 55 55

Emprunt vert: 3% d'intérêts en investissant dans la production d'énergie solaire

Avec une durée de cinq ans (01.12.22 – 30.11.27) et un rendement de 3%, le nouvel emprunt d'Edisun Power, un producteur suisse d'électricité solaire coté en bourse, représente une opportunité d'investissement attrayante et durable. En souscrivant à l'emprunt obligataire jusqu'au 15.11.22, vous apportez également une précieuse contribution à un approvisionnement énergétique climatiquement neutre.

Plus d'informations sous:



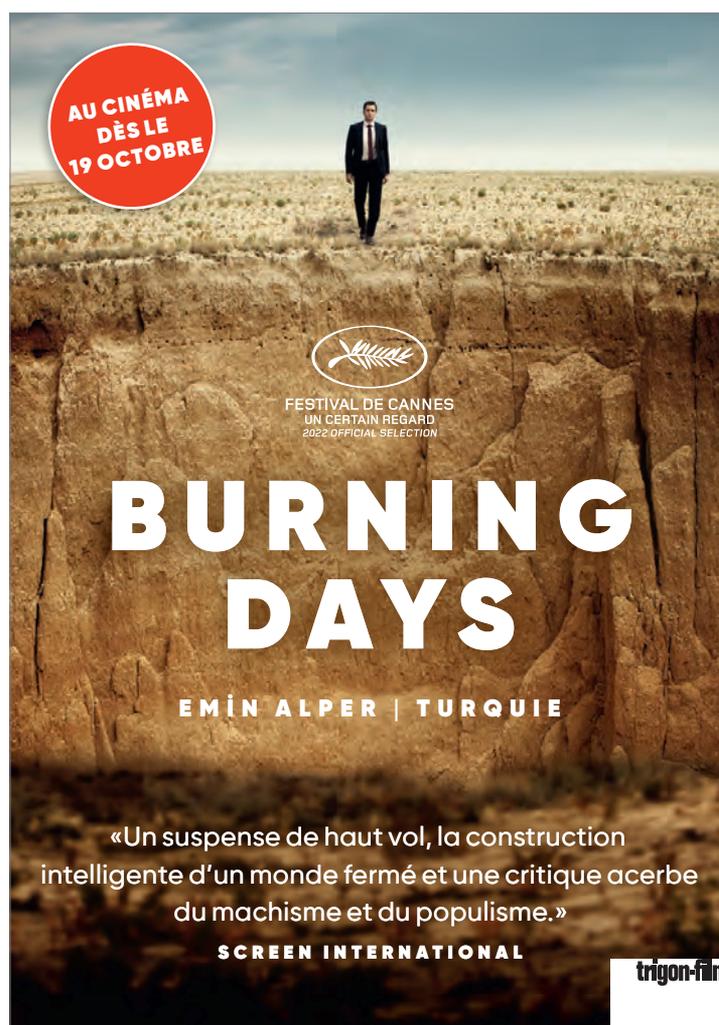
www.edisunpower.com
téléphone +41 44 266 61 20
info@edisunpower.com



HabitatDurable,
l'association
des propriétaires
responsables



De A comme Assurance jusqu'à Z comme
Zéro émission, chez nous, vous êtes toujours
conseillé de manière compétente,
durable et éthique.



AU CINÉMA DÈS LE 19 OCTOBRE

FESTIVAL DE CANNES
UN CERTAIN REGARD
2022 OFFICIAL SELECTION

BURNING DAYS

EMİN ALPER | TURQUIE

«Un suspense de haut vol, la construction intelligente d'un monde fermé et une critique acerbe du machisme et du populisme.»

SCREEN INTERNATIONAL

trigon-film

« Post-croissance ne veut pas forcément dire anti-croissance »

C'est en plein champ que nous rencontrons Livia Matthäus, cofondatrice et coresponsable de projet de la coopérative maraîchère plankton. Dans ses cultures, tout près de Bâle et Riehen, nous évoquons les travaux de l'après-midi, tandis que des pros et une ribambelle de bénévoles s'affairent autour de nous. Il y a du pain sur la planche. Ici, un grand potager en agriculture solidaire a germé sur ce qui a longtemps été un simple pré. Propos recueillis par Roland Fischer

moneta: Qu'avez-vous planté ici? Est-ce que ça pousse bien?

Livia Matthäus Nous avons plus de quarante cultures différentes et récoltons maintenant du maïs doux, des poireaux, du pâtisson, des courgettes, entre autres. Et ça pousse très bien! Cette abondance nous dépasse un peu.

Ah bon? Pourquoi?

Nous avons mal calculé le rendement et obtenons presque trois fois plus que prévu, étant donné les conditions idéales de cet été et la fertilité du sol. Cela amène l'équipe aux limites de ses possibilités.

Justement, quelle est l'ampleur du projet?

Nous avons commencé avec une surface de 30 ares (ou 3000 m², n.d.l.r.), ce qui permet de nourrir une quarantaine de ménages, voire environ 80 si nous exploitons tout le potentiel. Pour cela, nous devrions planter plus densément et avec des intervalles plus courts, ce qui occasionnerait un surcroît de travail. Comme ce n'est pas possible, nous aimerions cultiver des surfaces supplémentaires – une condition pour atteindre l'autonomie du projet. Nous devrions y arriver une fois que nous aurons réuni une centaine de ménages.

N'est-ce pas anecdotique pour une ville comme Bâle?

Oui et non. Le projet est tout à la fois une source d'inspiration et une mission pédagogique, pour laquelle des fondations nous soutiennent, d'ailleurs. De nombreux autres projets similaires pourraient voir le jour dans son sillage si nous montrons qu'une agriculture décentralisée est réaliste en ville. Nous menons une expédition dont la finalité est également de savoir ce que pourrait devenir la «ville».

Et où va cette expédition, actuellement?

Il n'y a pas que les légumes qui croissent, mais aussi le réseau. Nous discutons avec différentes institutions qui pourraient soit mettre d'autres surfaces à notre disposition, soit acheter notre production. Cette croissance est très importante et urgente, quand on voit à quel point les végétaux poussent bien.

Qu'avez-vous déjà concrétisé?

La cantine scolaire voisine vient de rejoindre notre clientèle. Elle est gérée par la société de restauration SV, ce qui nous réjouit d'autant plus: qu'une grande entreprise soit ouverte à notre solution telle que locale constitue une excellente surprise! De plus, nous sommes en contact avec des hôpitaux et EMS pour cultiver des surfaces inutilisées.

On trouverait donc beaucoup de surfaces disponibles. Dans quelle limite?

Le potentiel est énorme. J'aime bien citer une étude allemande selon laquelle 60 à 80 pour cent des légumes nécessaires pourraient être cultivés sur place, dans une grande ville comme il en existe tant en Europe. Mais nous n'y pensons pas encore; nous arrivons tout juste à suivre pour le moment. Nous concentrons actuellement nos efforts sur notre objectif, qui consiste à

Livia Matthäus cofondatrice et codirectrice du projet plankton, est spécialisée en création postindustrielle. Après des études à l'institut HyperWerk de Bâle, elle a été collaboratrice scientifique au département Art et design de la Haute école du Nord-Ouest de la Suisse (FHNW HGK), à Bâle. Elle a entre autres lancé le festival stattutopie, où des ateliers, conférences et performances ont permis d'explorer la façon dont les villes pourraient devenir (plus) porteuses d'avenir. Le projet plankton – coopérative maraîchère fondée en 2020 à Bâle – explore le potentiel de l'agriculture urbaine. Il montre à quel point celle-ci peut contribuer à un système alimentaire local et durable. planktonbasel.ch (en allemand)

mettre au point un modèle reproductible. Celui-ci doit d'abord devenir autonome. Bien sûr, cela soulève de nombreuses questions. La logistique fonctionnera-t-elle à plus large échelle? Trouvera-t-on assez de volontaires?

Sur votre site web, vous affirmez que l'agriculture solidaire affranchit les productrices et producteurs de la commercialisation, de la pression sur les prix ou encore de l'obligation de croître. Ne craignez-vous pas de devoir assumer vous-même cette contrainte? En d'autres termes, quand on est confronté quotidiennement à la croissance, quelle position adopter pour la critiquer et revendiquer une société post-croissance?

(Après mûre réflexion.) Post-croissance ne veut pas forcément dire anti-croissance. Selon moi, il importe surtout de savoir si nous pouvons fermer les cycles. Arriverons-nous à cultiver le sol tout en le régénérant? Et trouverons-nous assez de gens qui acceptent de payer un prix réaliste pour nos légumes? En fait, plutôt que de me demander jusqu'où nous pouvons croître, j'aimerais répondre à cette question: comment atteindre une croissance qui fonctionne en cycles?



Photo: maïd